



Baromètre éco trimestriel **De Bordeaux Métropole** **Données T4-2024**

Vers un baromètre économique métropolitain partenarial

Elaborer un baromètre économique pluri- partenarial :

- Indicateurs simples et fiables à l'échelle de Bordeaux Métropole (sauf sur le sondage CCI à l'échelle de la Gironde)
- Mise à jour tous les trimestres
- Partenariat et relai communication Placeco

Une méthodologie s'appuyant sur l'expertise d'un groupe de veille économique composé d'Invest in Bordeaux, CCI Bordeaux, France Travail, Aurba, et Bordeaux Métropole => sorte de « comité de rédaction »

Données actualisées chaque trimestre

436 556 emplois privés (URSSAF à la fin du dernier trimestre 2024)

	337 350 emplois salariés privés	6 322 intérimaires	92 884 entrepreneurs individuels
Evolution sur un trimestre	= 0%	□ -57%	□ +3,1%
Evolution sur un an	+ 0,6%	□ - 24%	□ +4,9%

Le salaire moyen par tête 3 034€ brut mensuel

Demandeurs d'emplois (France Travail, T4 2024)

77 109 demandeurs
(Cat ABC)*



+1,9% par rapport au trimestre précédent

- 50,1% de femmes
- 13,4% de moins de 25 ans
- 22,6% de 50 ans et +
- 60,2% inscrits depuis moins d'un an
- 23,5% non qualifiés

(*) Sont exclues les demandeurs non tenues de faire des actes positifs de recherche en raison d'un stage, formation, maladie ou contrat aidé

Recrutements (France Travail, T2 2024)

117 900 embauches
trimestrielles



dont 29% de plus d'un mois
notamment :

-0,9% par rapport au trimestre 2 de l'année précédente

- 28 850 en santé humaine et action sociales
- 18 610 dans les activités de services administratifs et de soutien
- 18 410 dans l'hébergement restauration

Données pour information actualisées une fois par an

Estimation de l'emploi public

(Mission Intelligence Economique de Bordeaux Métropole d'après les données INSEE – 2021)

Entre 95 000 et 110 000 emplois publics en 2021

Formations et accès à l'emploi des demandeurs d'emploi (France Travail)

- **3 720 demandeurs d'emploi formés** au cours du 3ème trimestre 2023
- **55,7%** des demandeurs d'emploi formés qui **retrouvent un emploi dans les six mois** suivant leur formation

2# Santé des grands secteurs d'activités

	Emplois privés URSSAF – T4 2024	Demandeurs d'emploi France Travail – T4 2024	Perception des dirigeants CCI de Gironde - T4 2024	Créations-fermetures d' établissements Bordeaux Métropole – T4 2024
Industrie 11,1% des emplois salariés privés de BM	38 244 salariés privés Le salaire moyen par tête 3 926 € bruts mensuels +0,6% par rapport au trimestre précédent 1 411 établissements employeurs 3 366 travailleurs indépendants +2,8%	3 266 demandeurs +7,0% 4 900 offres d'emplois sur les 12 derniers mois	14% de confiance vis-à-vis de l'éco nationale -16 points par rapport au trimestre précédent 76% de confiance vis-à-vis de pérennité de l'entreprise : + 2 points	FERMETURES 58 étabts +123% CREATIONS 44 étabts -33%
BTP 6,9% des emplois salariés privés de BM	23 626 salariés privés Le salaire moyen par tête 2 768 € bruts mensuels - 2,7% 2 727 établissements employeurs 7 542 travailleurs indépendants +0,8%	6 262 demandeurs +2,3% 3 790 offres d'emplois sur les 12 derniers mois	14% de confiance vis-à-vis de l'éco nationale -15 points 64% de confiance vis-à-vis de pérennité de l'entreprise : - 2 points	FERMETURES 180 étabts +32% CREATIONS 109 étabts -10%
Commerce 15,0% des emplois salariés privés de BM	51 639 salariés privés Le salaire moyen par tête 2 740 € bruts mensuels +1,4% 5 707 établissements employeurs 10 001 travailleurs indépendants +0,8%	9 924 demandeurs +1,6% 7 570 offres d'emplois sur les 12 derniers mois	16% de confiance vis-à-vis de l'éco nationale -11 points 59% de confiance vis-à-vis de pérennité de l'entreprise - 5 points	FERMETURES 236 étabts +9% CREATIONS 155 étabts -19%
Hôtellerie -restauration 6,7% des emplois salariés privés de BM	23 100 salariés privés Le salaire moyen par tête 2 049 € bruts mensuels - 2,3% 2 883 établissements employeurs 2 943 travailleurs indépendants +2,5%	6 872 demandeurs +5,8% 6 370 offres d'emplois sur les 12 derniers mois	31% de confiance vis- à-vis de l'éco nationale + 2 points 60% de confiance vis- à-vis de pérennité de l'entreprise + 1 point	FERMETURES 214 étabts +29% CREATIONS 186 étabts -7%
Autres services 60,2% des emplois salariés privés de BM	207 063 salariés privés Le salaire moyen par tête 3 082 € bruts mensuels - 3,8% 16 767 établissements employeurs 68 287 travailleurs indépendants +3,7%	51 359 demandeurs +1,2% 160 540 offres d'emplois sur les 12 derniers mois	30% de confiance vis- à-vis de l'éco nationale -13 points 70% de confiance vis- à-vis de pérennité de l'entreprise - 3 points	FERMETURES 691 étabts +30% CREATIONS 930 étabts +14%

Implantations exogènes – Invest in Bordeaux – T4 - 2024

21 décisions d'implantations annoncées au 4^{ème} trimestre 2024 à Bordeaux Métropole

+4 décisions

396 emplois annoncés à 3 ans

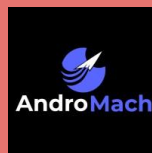
☐ **Marl Digital services** (numérique)



☐ **Powell Electronics** (photonique)



☐ **AndroMach** (aéronautique)



Investissements et levées de fond– Trendeo – T4 - 2024

749 millions d'euros d'investissements au 4^{ème} trimestre 2024 avec notamment (dont 376 M€ de levées de fond)

+259M€ soit +53%

Société d'armement et de transport – Socatra investit 284 millions d'euros pour la création de 7 nouveaux navires supplémentaires.



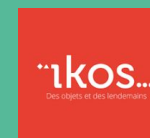
The Exploration Company, start-up franco-allemande, qui développe un vaisseau spatial réutilisable, vient de réaliser une nouvelle levée de fonds de 150 millions d'euros en série B.



La startup Stellar Telecommunications, spécialisée dans la connexion Internet parfaite en déplacement, a bouclé une levée de fonds de 9,3 millions d'euros grâce à des investisseurs privés et des subventions publiques



Le collectif IKOS - regroupant 9 structures de l'ESS en Nouvelle-Aquitaine - boucle une levée de fonds de 4 millions d'euros pour son projet de village du réemploi solidaire à Bordeaux. Cette levée complète un financement total de 18,5 millions d'euros, incluant 6,5 millions de subventions publiques et 8 millions prévus en prêt bancaire.



Marché immobilier économique – OIEB – T4 -2024

Demande placée / Transactions (évolution sur un an)

Bureaux : 118 000 m² ☐ **- 36%**
Entrepôts : 147 000 m² ☐ **+41%**
Locaux d'activités: 147 000 m² ☐ **+35%**

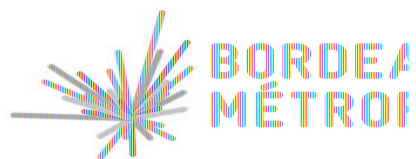
Offre disponible à 1 an (évolution sur un an)

Bureaux : 281 500 m² ☐ **+29%**
Entrepôts : 104 000 m² ☐ **+9%**
Locaux d'activités: 206 500 m² ☐ **+74%**

Valeurs locatives (€/HT/hors charge/m²/an) (évolution sur un an)

Bureaux ☐ **- 4%**
• Bordeaux : 270 euros = **0%**
• Périphérie : 165 euros = **0%**
Entrepôts : 65 à 80 euros = **0%**
Locaux d'activités: 90 à 108 euros

Les partenaires de la démarche



invest in
Bordeaux
Territoires
girondins



Les indicateurs - définitions

Indicateurs	Source	Définitions
Demandeurs d'emploi formés	France Travail	Demandeurs d'emploi ayant bénéficié d'une formation et ayant suivi cette formation jusqu'à son terme. Data Emploi s'appuie sur la Statistique mensuelle du marché du travail (STMT) pour calculer la plupart des indicateurs relatifs aux demandeurs d'emploi. Il s'agit d'une source statistique exhaustive issue des fichiers de gestion de France Travail. Elle porte sur les caractéristiques de tous les demandeurs d'emploi inscrits, entrés ou sortis des listes un mois donné
Embauches (et recrutements)	France Travail	Une embauche correspond à l'action de contractualiser un emploi entre un individu et un employeur. Les données sur les déclarations d'embauche portent sur <u>l'ensemble des activités concurrentielles</u> (hors intérim et hors entreprises affiliées à la Mutualité sociale agricole (MSA)) et <u>le secteur public</u> pour ce qui concerne <u>les non fonctionnaires</u> .
Offre d'emploi	France Travail	Le nombre d'offres d'emploi portant sur l'ensemble des offres accessibles par les demandeurs d'emploi sur le site francetravail.fr : les offres déposées directement par les employeurs auprès de France Travail (offres collectées) et les offres transmises à France Travail par des partenaires (qui sont intégrées, avec les offres collectées, dans les offres diffusées).
Taux d'accès à l'emploi après formation	France Travail	La part des demandeurs d'emploi ayant accédé à un emploi dans les 6 mois ayant suivi leur formation. L'accès à l'emploi étant défini comme l'accès à un emploi d'une durée minimale d'un mois au cours des six mois qui suivent la sortie de formation. Il s'agit de l'ensemble des formations suivies par les demandeurs d'emploi, quelle que soit le financeur de la formation et le type de rémunération perçue par le demandeur d'emploi hormis les formations de "Remise à niveau, maîtrise des savoirs de base, initiation" et "(Re)mobilisation, aide à l'élaboration de projet professionnel"
Salariés privés	URSSAF	Ce sont les personnes qui travaillent, aux termes d'un contrat, pour une autre unité institutionnelle résidente en échange d'un salaire ou d'une rétribution équivalente. Les effectifs salariés correspondent au nombre de salariés inscrits au dernier jour de la période. Le champ couvre l'ensemble des cotisants du champ concurrentiel (« secteur privé » selon la définition de la DGAFP) affiliés au régime général, domiciliés en France, hors agriculture, sylviculture et pêche (secteur qui relève en grande partie de la Mutuelle sociale agricole), hors activités extraterritoriales et hors salariés des particuliers employeurs, en France hors Mayotte.
Travailleurs indépendants	URSSAF	Un indépendant est un professionnel qui exerce une activité économique (commerciale, agricole ou libérale) de façon autonome en son nom et pour son propre compte. En font partie les artisans, les commerçants ou encore les prestataires de services (consultant freelance).
Emploi public	INSEE / Mission Intelligence Economique BM	L'estimation de l'emploi public réalisée par la Mission Intelligence Economique de Bordeaux Métropole se base sur les données des catégories socio-professionnels au lieu d'emploi en 2021 du recensement de population de l'INSEE. Elle comprend les catégories suivantes : « cadres de la fonction publique », « employés et agents de services fonction publique », « policiers et militaires », « professions intermédiaires de la fonction publique » et un ratio de 80% des « professeurs des écoles », 75% des « professeurs, professions scientifiques » et 40% des « professions intermédiaires de la santé et du travail social ».